

**PAUVRETE, DIVERSIFICATION RURALE ET TRANSITIONS AFRICAINES :  
ETAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES A PARTIR D'ANALYSES CROISEES  
DE SITUATIONS REGIONALES DANS QUATRE PAYS**

*FREGUIN-GRESH Sandrine<sup>1\*</sup>, BA Cheikh Oumar<sup>2\*</sup>, BELIERES Jean-François<sup>3\*</sup>, LOSCH Bruno<sup>4\*</sup>, RANDRIANARISON Lalaina<sup>5\*</sup>*

<sup>1</sup>*CIRAD, University of Pretoria, Republic of South Africa. [sandrine.frequin@up.ac.za](mailto:sandrine.frequin@up.ac.za)*

<sup>2</sup>*IPAR, Dakar Fann, [coba@refer.sn](mailto:coba@refer.sn) [www.ipar.sn](http://www.ipar.sn)*

<sup>3</sup>*CIRAD, Département Environnements et Sociétés UMR 5281 ART-Dev, Montpellier, France. [Jean-françois.belieres@cirad.fr](mailto:Jean-françois.belieres@cirad.fr)*

<sup>4</sup>*CIRAD/The World Bank Group – AFTAR, Washington DC, USA [bloesch@worldbank.org](mailto:bloesch@worldbank.org)*

<sup>5</sup>*IVD, Antananarivo, Madagascar. [rhl@moov.mg](mailto:rhl@moov.mg)*

<sup>\*</sup> *Membre de l'équipe du projet RuralStruc*

## RESUME

Cinquante ans après les indépendances et après trois décennies de changements majeurs liés à la mondialisation et à une intégration économique croissante, qu'en est-il de la situation socio-économique des ménages ruraux en Afrique Sub-saharienne ? Quelles sont leurs perspectives face aux défis de la double transition démographique et économique auxquels sont confrontés leurs pays ?

Cet article apporte des éléments de réponse à ces questions importantes à partir de l'analyse comparée de données primaires recueillies au même moment et avec la même méthodologie dans quinze régions de d'Afrique Sub-saharienne situées au Mali, à Madagascar, au Sénégal et au Kenya dans le cadre d'un projet visant à mieux comprendre les dimensions structurelles de la mondialisation pour l'agriculture et le développement rural dans les pays en développement (projet RuralStruc).

Les principaux résultats montrent que la pauvreté rurale est généralisée et préoccupante, que la diversification des activités rurales repose encore essentiellement sur des stratégies de survie, et que la spécialisation agricole et l'intégration au marché restent marginales. Cette situation, mise en perspective avec les défis démographiques et économiques auxquels est confrontée l'Afrique, doit interpeller les décideurs politiques de toutes les institutions nationales et internationales sur le rôle de l'agriculture dans le développement socio-économique du sous-continent.

## I. INTRODUCTION

Au cours de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, la population mondiale a plus que doublé pour atteindre aujourd'hui 6 milliards de personnes ; 9,1 milliards d'habitants sont attendus d'ici 2050 (UN 2008). Toutefois, d'importantes mutations ont eu lieu. En Asie de l'Est, en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, la fécondité a diminué plus rapidement qu'annoncé. Combiné à la baisse de la mortalité, le ralentissement de l'accroissement naturel s'est amorcé et les pyramides des âges se sont modifiées (World Bank 2007a). L'Afrique sub-saharienne (ASS) se distingue cependant des autres régions du monde. Comme le souligne Guengant (2009) : « *la transition démographique tardive et lente qui caractérise l'ASS a connu des taux d'accroissement exceptionnels depuis 1960, sans précédent historique, ce qui a conduit à une augmentation rapide du nombre de jeunes générations, et à des taux de dépendance élevés. Ainsi de 1960 à 2010, la population totale du sous-continent est passée de 285 millions à 1 milliard d'habitants et a été multipliée par 3,6 en moyenne* ». Ainsi, alors que les créations d'emplois formels et la diversification économique sont encore faibles, l'Afrique au Sud du Sahara doit faire face à l'arrivée massive de jeunes sur le marché du travail. La crise financière récente a renforcé les tensions et les incertitudes sur la situation des finances publiques, les perspectives de l'aide internationale, du commerce et des migrations ; et les questions d'emploi se traduisent par des risques accrus d'instabilité politique et sociale.

Dans ce contexte difficile, exacerbé par la flambée des prix alimentaires de 2008, le rôle de l'agriculture est réhabilité et son importance réaffirmée. La communauté internationale s'est réinvestie dans des actions concertées avec de nouveaux engagements, tels que la création d'un fonds multi-bailleurs de soutien au Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD 2003). L'agriculture africaine, grâce à son énorme potentiel, notamment lié aux ressources supposées disponibles en terres et en eau, devrait ainsi être capable d'offrir emplois, revenus et aliments tout en protégeant les ressources naturelles, et de contribuer à la réduction de la pauvreté, de la faim et *in fine* au développement économique et social de l'Afrique.

Dans ce sous-continent encore majoritairement rural, c'est donc de l'avenir des ménages ruraux dont il est question. Quelle est leur situation cinquante ans après les indépendances, après trois décennies de mondialisation et d'intégration économique ? Quelles sont leurs perspectives face aux défis de la double transition démographique et économique auxquels sont confrontés leurs pays ?

L'article décrit d'abord les défis des transitions démographique et économique, puis dresse ensuite un état des lieux du monde rural à partir de données empiriques recueillies dans le cadre du projet RuralStruc<sup>1</sup> auprès de ménages ruraux dans quinze régions du Mali, du Sénégal, de Madagascar et du Kenya. Les résultats montrent que la pauvreté rurale y est généralisée, que les ménages vivent encore et surtout d'une agriculture de subsistance, et que la diversification économique repose encore essentiellement sur des stratégies de survie, bien loin de l'amorce d'un changement structurel. Notre contribution n'a pas d'objectif prescriptif. En resituant les défis auxquels les pays doivent faire face, en analysant la situation des ménages et leurs marges de manœuvre, elle vise à alimenter la réflexion sur les choix en matière de politiques de développement agricole et rural, ainsi que sur les leviers d'action possibles.

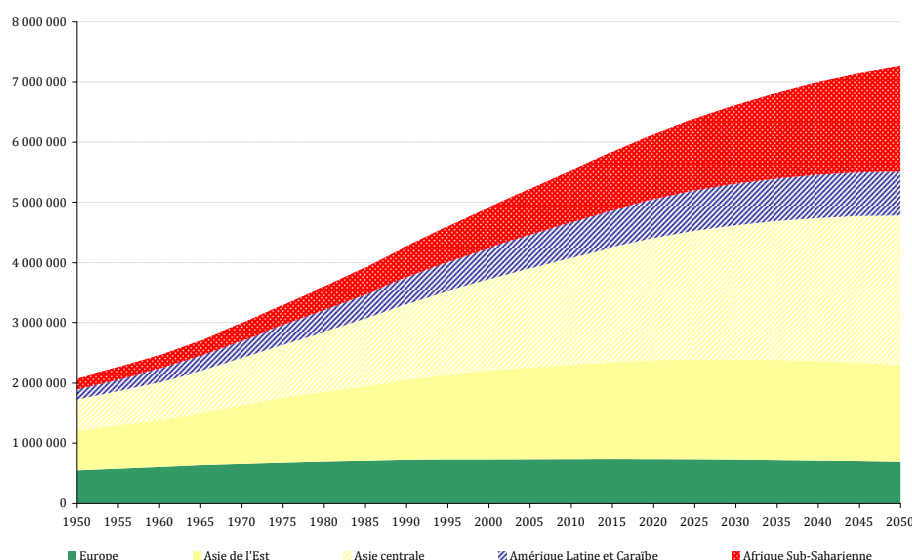
## II. L'Afrique Sub-saharienne face aux défis d'une double transition démographique et économique

### 2.1. Les mutations démographiques mondiales : l'exception africaine

La population du sous-continent, estimée à environ 1 milliard de personnes en 2010, a augmenté en moyenne de 2,5% par an au cours de la dernière décennie, après avoir connu des taux de croissance de 3 à 4% dans les décennies précédentes. Ce taux d'accroissement reste très élevé si on le compare au taux de 1,2% observé en Amérique Latine et en Asie à la même période, et à ce rythme, la population africaine doublera en moins de 40 ans (World Bank 2007a).

<sup>1</sup> <http://www.worldbank.org/afr/ruralstruc>

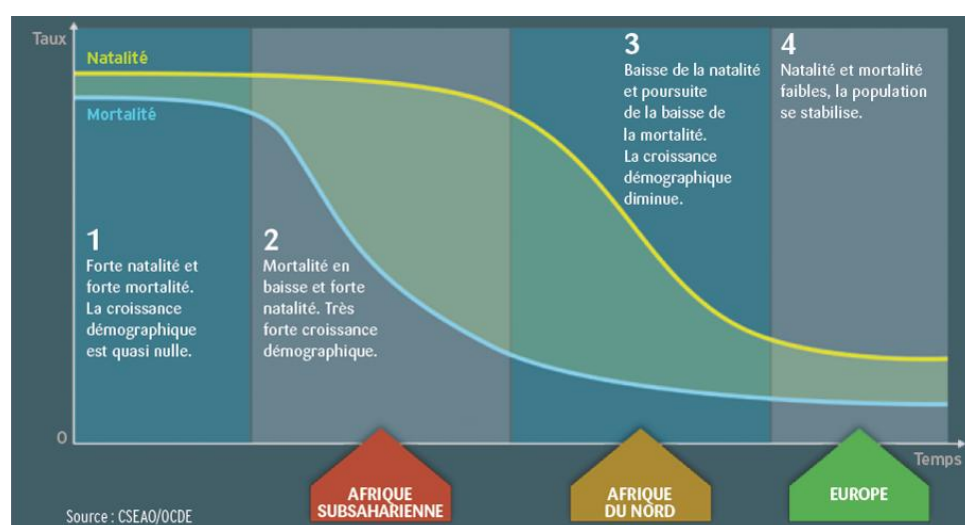
**Figure 1 : Evolution de la population par région (1950-2050)**



*Sources : World Population Prospects: The 2008 Revision, <http://esa.un.org/unpp>*

L'analyse de l'évolution de la population repose sur le modèle de la transition démographique qui atteste du passage non simultané de taux de natalité et de mortalité élevés à des taux faibles. Ce modèle, dont les principes sont schématisés figure 2, est valable pour les populations de toutes les régions du monde avec des décalages spatio-temporels marqués : partant d'une première phase où les taux de natalité et de mortalité sont très élevés, une seconde phase présente les caractéristiques suivantes : alors que le taux de mortalité diminue grâce aux progrès sanitaires et alimentaires, la natalité reste élevée, voire augmente, et l'accroissement naturel est à son apogée, ce qui engendre une croissance rapide de la population. Dans une troisième phase, la natalité décline à son tour en raison d'un ensemble de déterminants socio-économiques complexes qu'il n'est pas facile d'anticiper ; enfin, l'accroissement naturel diminue progressivement avant qu'un nouvel équilibre soit atteint dans une quatrième et ultime phase au terme de laquelle la transition démographique a été atteinte.

**Figure 2 : Schématisation du modèle de la transition démographique**



Aujourd'hui, si l'on observe un déclin de la mortalité infanto-juvénile dans de nombreux pays en développement, 31 des 35 pays qui présentent encore des taux de fécondité très élevés (supérieur ou égal à 5) sont situés en Afrique. Pour certains d'entre eux, la fécondité est restée pratiquement constante pendant les trois dernières décennies, alors que pour d'autres, son déclin a été progressif, même si les taux sont encore élevés. Partout, la baisse semble moins rapide que prévu (Guengant

2009 et 2007). Notons toutefois que ce modèle est perturbé par l'épidémie de VIH/SIDA dont l'impact sur l'évolution de la mortalité, de la natalité, et en fin de compte sur l'évolution globale des populations, n'est pas simple à appréhender.

## 2.2. Transition démographique et emploi

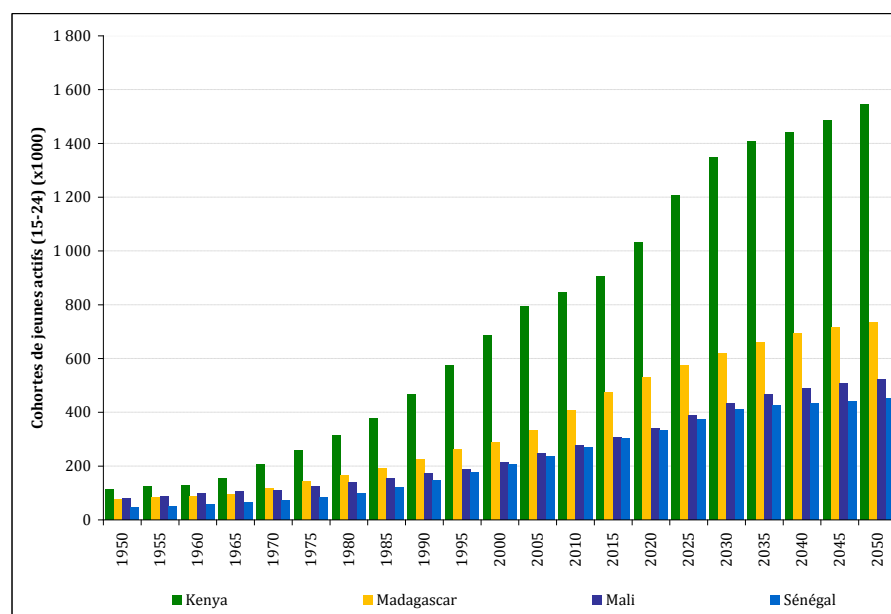
La relation entre croissance démographique et développement économique a suscité de nombreux débats. Selon l'approche malthusienne, la croissance démographique aurait un effet négatif sur les revenus car elle créerait une surcharge, au moins temporaire, sur les ressources naturelles, les infrastructures et le capital (Bloom 2006). Mais la transition démographique, en modifiant la structure d'activité – le rapport entre actifs et inactifs – constitue aussi une formidable opportunité de croissance ; et cette phase de *dividende* ou *bonus démographique* aurait largement contribué au *miracle économique* en Asie de l'Est (Bloom *et al* 2002). Néanmoins, pour que ce *bonus* s'exprime, il est indispensable que les actifs s'insèrent dans le processus productif et puissent contribuer à la création de richesses grâce à des investissements et des politiques publiques appropriés. Ceux-ci sont d'autant plus indispensables que ce dividende est une opportunité fugace qui est rapidement remise en cause par le vieillissement de la population (World Bank 2007a).

Historiquement, un accroissement naturel fort nourrit une urbanisation intense. C'est le cas en ASS où les villes s'accroissent rapidement, à un taux moyen de 5% par an, ce qui correspond à un doublement de leur taille en moins de 15 ans (Kessides 2005). Toutefois, cette urbanisation n'a pas encore entraîné une diminution de la population rurale qui continue de croître, certes plus lentement, malgré l'exode rural.

Cette poussée démographique se traduit par un besoin de création d'emplois et pose la question de la capacité d'absorption des économies africaines, en particulier celle des villes. Or, jusqu'à présent, l'urbanisation en ASS s'est effectuée sans industrialisation, et la création d'emplois formels est restée modeste à cause du maintien d'économies de rente dans la plupart des pays (Bocquier 1999), la diversification économique étant rendue difficile du fait d'une concurrence internationale exacerbée par la mondialisation (Losch *et al* 2010).

Les tensions sur l'emploi sont déjà fortes et ne cesseront de s'accroître en ASS. Actuellement, pour un pays africain médian de 13 à 15 millions d'habitants (comme le Mali ou le Sénégal), la cohorte annuelle de jeunes adultes recherchant du travail est de l'ordre de 300.000 personnes et, parmi eux, seuls 5 à 20% réussissent à accéder à un emploi formel. Cette cohorte sera de plus de 400 000 en 2025 (Figure 3). Au niveau du sous-continent africain, ce sont 330 millions d'emplois qui devront être créés dans les 15 prochaines années (soit l'équivalent d'environ deux fois la population active actuelle des Etats-Unis) dont 200 millions en zone rurale (Ba *et al* 2009 ; Losch *et al* 2010).

**Figure 3 : Evolution des cohortes de jeunes actifs dans quatre pays d'ASS**



**Sources :** Population Division of the Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat, *World Population Prospects: The 2008 Revision*, <http://esa.un.org/unpp>

### III. Agriculture, pauvreté rurale et changement structurel

L'agriculture joue toujours un rôle socio-économique de premier ordre en Afrique Sub-saharienne. En effet, les économies nationales sont caractérisées par une faible diversification. Le secteur agricole contribue largement au produit intérieur brut, occupe la majeure partie de la population active, assure à l'Etat des devises, produit des aliments pour les campagnes et pour les villes, et reste la principale source de revenus des ménages ruraux. Cette situation a été récemment rappelée par le rapport de la Banque mondiale sur le développement dans le monde - *l'Agriculture au service du développement* (World Bank 2007b) - qui réaffirme l'importance du secteur agricole et son rôle dans le développement, la réduction de l'insécurité alimentaire, de la pauvreté et des inégalités rurales.

Pour réduire la pauvreté rurale, le rapport propose trois options en fonction de l'importance relative du secteur agricole dans l'économie nationale : l'accroissement de la productivité et de la compétitivité par la spécialisation agricole pour les ménages les mieux dotés en facteurs de production et en capital (humain, social, financier) ; la diversification rurale (salarial agricole ou non agricole, entrepreneuriat) pour ceux qui ne sont pas en mesure de se spécialiser dans l'agriculture ; et l'émigration vers les villes, d'autres régions ou l'étranger pour les autres. Ces voies de sorties de la pauvreté rurale correspondent au modèle historique de changement structurel tel qu'il a été observé dans les différentes régions du monde (Bertelmer & Lipchitz 2005 ; Timmer 2009).

Si ce rapport de la Banque mondiale offre un cadre de référence majeur, rappelons que son argumentaire s'appuie sur une vision évolutionniste du changement structurel qui postule la reproduction des processus d'industrialisation et d'urbanisation suivis historiquement par les pays *dits* développés, puis les pays émergents. Ce schéma présente néanmoins des limites (Mazoyer *et al* 2008) lorsqu'il est replacé dans le contexte du XXI<sup>ème</sup> siècle pour les pays, comme ceux d'ASS, qui n'ont pas encore véritablement engagé de diversification structurelle de leur économie. Les opportunités de marchés et les avancées technologiques offrent des marges de manœuvre potentiellement importantes, mais celles-ci sont souvent contrariées par l'ampleur des asymétries de productivité et de compétitivité qui rendent difficile la diversification d'économies nationales encore largement dominées par le secteur primaire, en premier lieu l'agriculture. En effet, les pays d'ASS doivent compter en moyenne avec 65% de leur population active dans l'agriculture. Les proportions sont beaucoup plus élevées dans certains pays, notamment d'Afrique sahélienne, et la population active non agricole est essentiellement absorbée par le secteur informel urbain. Si les migrations peuvent constituer un exutoire, celui ne peut être que marginal et ne peut en aucun cas être comparable aux vagues de migrations qu'a connues l'Europe au XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle (Losch 2008).

Du fait des handicaps nombreux du sous-continent en matière d'infrastructures, de main-d'œuvre qualifiée et d'institutions, la reconversion massive de la force de travail agricole et son absorption dans d'autres secteurs ne pourra être que progressive, et nécessitera des investissements structurels majeurs et des politiques adaptées. La rapidité des changements sera bien sûr aussi fonction des recompositions de l'économie mondiale, mais il apparaît que l'agriculture devra encore jouer un rôle important en matière d'activités et d'emplois dans les deux prochaines décennies.

### IV. Matériels et méthodes

Les résultats présentés dans cette communication proviennent d'un projet de recherche portant sur les « *Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural* » (RuralStruc), une initiative conjointe de la Banque mondiale, de la Coopération française et du Fonds International pour le Développement Agricole.

Le projet a été mené au Mexique, au Nicaragua, au Maroc et dans quatre pays d'Afrique (Sénégal, Mali, Kenya et Madagascar). La première phase a permis de dresser un état des lieux à partir des informations existantes sur la place et le rôle de l'agriculture dans les économies nationales. La seconde phase a été consacrée à des études de cas sectorielles et régionales reposant sur l'analyse de données primaires collectées auprès de ménages ruraux et d'acteurs des filières agricoles structurantes. La recherche a été menée conjointement par des équipes d'experts nationaux et une équipe de coordination pilotée par la Banque Mondiale. Chacune des deux phases a donné lieu à la production d'un rapport pour chaque pays et d'un rapport de synthèse. Les analyses transversales mobilisées pour cette communication sont extraites du rapport final du projet (Losch *et al* 2010) et ont été faites à partir d'une base de données commune aux pays de l'étude<sup>2</sup>.

#### 4.1. Sélection des régions d'enquêtes et échantillonnage

Trois types de régions d'enquêtes ont été choisis pour la collecte de données primaires. Le choix des régions s'est fait sur la base de la connaissance des chercheurs nationaux et de critères variant selon le contexte, mais tous liés à l'accès aux marchés, à la présence de filières locales structurantes, au niveau des investissements et de la dotation en biens publics, et à

---

<sup>2</sup> Les rapports nationaux des quatre pays d'ASS sont répertoriés en bibliographie

la situation de disponibilité en ressources naturelles (foncier, eau, conditions agro-écologiques, etc.). Les trois types de régions correspondent à un gradient de situations illustratives des contextes nationaux :

- Des régions « gagnantes », où la dynamique d'intégration aux marchés liée à des chaînes de valeur, la proximité de villes ou des infrastructures offrent des possibilités importantes de changement structurel ;
- Des régions « perdantes » ou marginalisées qui se caractérisent par des tendances à l'exclusion liées aux contraintes locales (faible dotation en facteurs et en biens publics) et au faible capital des ménages (financier, social, humain) et où la durabilité des systèmes de production semble être compromise ;
- Des régions intermédiaires où les tendances sont moins claires et où l'avenir des ménages est étroitement lié à l'évolution des contextes économiques et institutionnels susceptibles d'offrir (ou non) de nouvelles opportunités et de réduire les contraintes existantes.

**Tableau 1: Classification a priori des régions de l'étude en ASS**

	Classification ex ante		
	"gagnante"	intermédiaire	"perdante" ou marginalisée'
Mali	Koutiala, Macina	Diéma	Tominian
Sénégal	Delta du Fleuve Sénégal	Bassin arachidier (Mékhe, Nioro)	Casamance
Madagascar	Antsirabe	Alaotra, Itasy	Morondava
Kenya	Nakuru North	Bungoma	Nyando

*Source : RuralStruc*

Au total, 4 613 ménages ruraux ont été enquêtés début 2008 : 634 au Mali, 1 039 au Sénégal, 2 038 à Madagascar et 902 au Kenya. Après nettoyage de la base de données, 4 398 enquêtes ont été conservées pour l'analyse. Des études de filières conduites à partir d'entretiens auprès de personnes ressources ont complété le travail de terrain. Les enquêtes ont été réalisées selon une méthodologie et des instruments de collecte communs, adaptés aux contextes locaux. En raison des modalités d'échantillonnage, les résultats sont statistiquement représentatifs au niveau local (tirage au sort) et fournissent des informations fiables permettant d'analyser la diversité des situations régionales sélectionnées pour l'étude (choix raisonné des zones d'enquête au sein des régions). La pertinence et la fiabilité des conclusions sont garanties par la connaissance fine de la réalité rurale des experts nationaux ayant conduit l'étude.

#### 4.2. Choix méthodologiques

Les ménages *ruraux* et pas seulement *agricoles* incluant les membres présents et les migrants listés par le chef de ménage constituent l'unité d'observation de base pour l'analyse. Ce choix méthodologique permet d'envisager la place et le rôle de l'agriculture dans les systèmes composites et multi-localisés d'activités et de revenus. Cette option n'est pas neutre et renvoie à des catégories d'analyse dont la définition est non standardisée et souvent incertaine (diversité des définitions du « rural » dans les systèmes statistiques, manque d'homogénéité des catégories d'activités et de revenus, etc.).

Afin de permettre les comparaisons entre situations nationales, les données économiques recueillies en monnaie locale ont été converties en dollar international (parité de pouvoir d'achat ou \$PPA). Les taux de conversion en \$PPA corrigent le taux de change entre monnaie locale et le dollar US en prenant en compte le différentiel de coût de la vie entre pays (voir Tableau 2).

**Tableau 2 : Taux de conversion en \$PPA**

	Unité monétaire locale	\$ PPA
Mali	Franc CFA	239,6
Sénégal	Franc CFA	258,6
Madagascar	Ariary	758,7
Kenya	Kenyan Shilling	34,0

*Source: Development Data Platform, World Bank 2009- période de référence janvier 2007 – avril 2008*

Pour atténuer les effets de la variabilité de structure démographique des ménages (taille et âges), les revenus ruraux ont été le plus souvent exprimés en équivalent adultes (EqA) en utilisant une échelle basée sur les besoins nutritionnels des ménages (voir Tableau 3). Même si des méthodes plus complexes existent, le plus souvent basées sur la structure des dépenses et les économies d'échelles (Deaton & Zaldi 2002), l'approche par les besoins nutritionnels permet de refléter le poids des

dépenses alimentaires, qui sont généralement la catégorie la plus importante, dans les dépenses totales des ménages à faibles revenus.

**Tableau 3: Taux de conversion en équivalents adultes (EqA)**

Age	Male Weight	Female Weight
0	0.33	0.33
1	0.46	0.46
2	0.54	0.54
3-4	0.62	0.62
5-6	0.74	0.70
7-9	0.84	0.72
10-11	0.88	0.78
12-13	0.96	0.84
14-15	1.06	0.86
16-17	1.14	0.86
18-29	1.04	0.80
30-59	1.00	0.82
60+	0.84	0.74

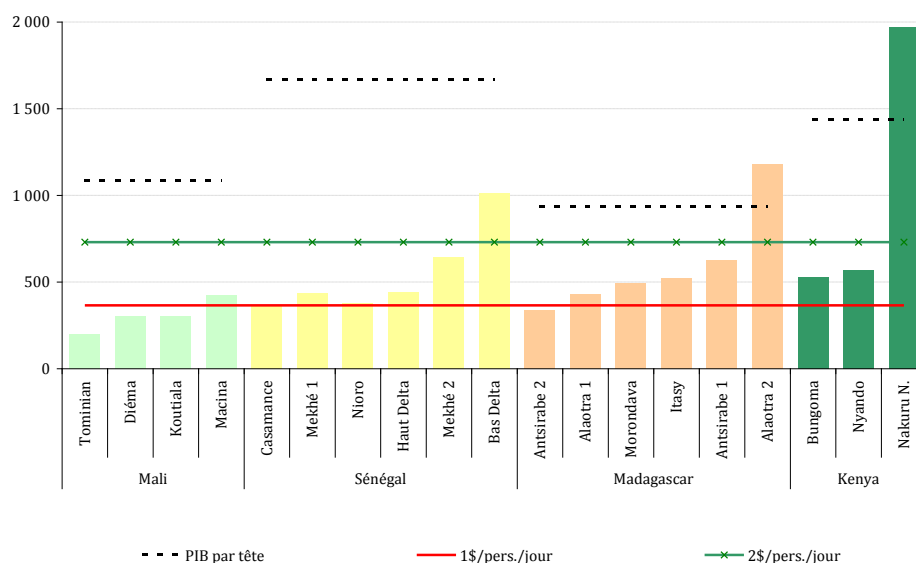
Source: OMS. in Dercon 1998

## V. Situation économique des ménages ruraux dans les régions enquêtées

### 5.1. Une pauvreté généralisée, doublée d'insécurité alimentaire

L'un des résultats frappants de l'étude est l'ampleur et la gravité de la pauvreté rurale. La pauvreté est généralisée et affecte la plupart des ménages enquêtés. Si l'on compare les revenus générés par les ménages de l'échantillon aux seuils de pauvreté absolue et relative de 1\$ et 2\$ par personne et par jour, nos estimations montrent que les revenus moyens sont presque tous proches du seuil de pauvreté absolue, les plus faibles étant constatés au Mali. Seules les régions « gagnantes » du Sénégal, de Madagascar et du Kenya dégagent des revenus moyens supérieurs à 2\$ par jour. Alors que Nyando et Bungoma au Kenya sont aussi pauvres que les autres régions enquêtées, Nakuru fait nettement exception (Figure 4).

**Figure 4 : Revenus moyens annuels par personne dans les zones d'étude (en \$PPA)**



Sources : RuralStruc. Le PIB par tête correspond à la référence nationale disponible la plus récente.

Même si la qualification *a priori* des régions d'étude (gagnante, perdante, intermédiaire) est presque partout confirmée, certaines situations régionales méritent cependant d'être plus finement analysées.

Au Mali, la région de Koutiala, située au cœur de la zone cotonnière, avait été choisie comme région illustrative du succès de la « révolution blanche » des zones de savane. Les résultats décevants en termes de revenus révèlent l'ampleur de la crise du secteur cotonnier au cours des années 2000 qui affecte tous les aspects du dynamisme économique régional. Ils illustrent aussi les tensions sur les ressources (eau, fertilité des sols) liées à une croissance par extension des surfaces cultivées. La situation observée illustre ce que certains ont appelé le « paradoxe de Sikasso » (autre zone cotonnière proche) qui renvoie à la contradiction entre l'histoire « brillante » du développement du secteur cotonnier et l'importance de la pauvreté et de la mal-nutrition.



La situation des zones enquêtées au Sénégal est également difficile. Dans la région de Nioro, localisée au sud du Bassin arachidier, les revenus moyens par personne sont faibles, à peine plus élevés qu'en Casamance, la région supposée être la plus pauvre et la moins bien lotie en infrastructures. Ce constat confirme la crise de la filière arachide qui a longtemps structuré l'économie rurale sénégalaise. Mekhé, au Nord du Bassin, obtient de meilleurs résultats<sup>3</sup> grâce à l'émergence de filières vivrières destinées au marché de Dakar (manioc) et au développement d'activités d'artisanat à partir de sous-produits agricoles (vannerie, travail des cuirs et peaux). Dans le Haut Delta, les ménages participent à une filière intégrée (tomate industrielle) mais bénéficient peu de cette spécialisation. Leurs revenus restent très faibles et sont complétés par une production rizicole très largement autoconsommée.

A Madagascar, la région agricole hautement diversifiée d'Antsirabe, qui est aussi la mieux connectée aux marchés grâce à de bonnes routes et une relative proximité des villes (Antsirabe et Antananarivo, la capitale) avait initialement été retenue comme une région « gagnante ». Toutefois, les incidents climatiques et phytosanitaires de la saison 2006-2007 ont fortement affecté les revenus des ménages. Dans l'ensemble des régions enquêtées, la pression foncière constitue un handicap majeur.

Au Kenya, les régions de Nyando et Bungoma devaient illustrer des situations contrastées. Bungoma aurait dû marquer sa différence grâce aux opportunités offertes par la filière caféière, mais les résultats d'enquêtes montrent que la pauvreté est y aussi présente qu'à Nyando. En revanche Nakuru, où les revenus sont 3,5 fois supérieurs à ceux des deux autres régions, confirme sa position de région « gagnante ». Grâce à sa localisation dans la vallée du Rift, sur le principal axe de communication du pays, dotée de conditions naturelles favorables et de marchés urbains accessibles, la région s'est engagée dans une production intensive de maïs et aussi de cultures à forte valeur ajoutée (lait) auxquelles s'ajoutent et se combinent des opportunités d'emplois non agricoles nombreuses. Un taux de dépendance faible (la moitié de celui des autres régions du fait d'une forte migration des jeunes) conforte des niveaux de revenus élevés par rapport aux autres régions de l'étude.

Au-delà d'une pauvreté prégnante, l'hétérogénéité apparaît ainsi comme une caractéristique importante, souvent oubliée et minimisée dans les études rurales. Une analyse plus fine de nos résultats, au-delà des moyennes régionales, confirme la diversité et la variabilité des situations socio-économiques, à la fois entre régions et au sein même des régions. L'hétérogénéité concerne aussi bien les niveaux et la distribution des revenus ruraux, le degré d'insertion et d'intégration aux marchés (de biens, de services, de travail), mais aussi les structures d'activités et de revenus des ménages. Ainsi, lorsqu'on procède à une analyse par quintiles de ménages, la situation de pauvreté rurale est encore plus frappante. Les quintiles les plus pauvres génèrent 54 \$PPA annuels en Casamance, 51\$PPA et 61\$PPA à Nyando et Bungoma, et 64 \$PPA à Tominian, soit moins de 15% du seuil de pauvreté absolu. Avec un tel niveau de revenu, ces ménages ne parviennent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires minimaux. Plus généralement, la faiblesse des revenus rend les ménages extrêmement sensibles aux risques économiques (prix, approvisionnement, commercialisation) et naturels (calamités) et les situations alimentaires sont souvent fragiles.

## 5.2. La contribution centrale de l'agriculture aux revenus ruraux

Dans toutes les zones rurales de l'étude, la quasi-totalité des ménages est agricole, c'est-à-dire pratique une activité agricole<sup>4</sup> : de 95 à 100% des ménages enquêtés, l'exception principale étant les familles « sans terre » dans l'Alaoira à Madagascar qui dépendent essentiellement du salariat agricole. En plus d'être l'activité la plus répandue, l'agriculture est également la principale source de revenus, notamment au Mali et à Madagascar. Toutefois, la contribution du revenu de l'exploitation agricole au revenu global, même si elle reste forte, varie significativement selon les régions d'enquête (tableau 4).

**Tableau 4 : Part des revenus de l'exploitation agricole dans les revenus globaux moyens par région**

Régions	< 1/3 revenu global	1/3 à 2/3 revenu global	> 2/3 revenu global
Mali		Diéma	Tominian, Koutiala, Macina
Sénégal	Mekhé (sous-zone 1)	Nioro, Delta (Haut et Bas Delta), Mekhé	Casamance
Madagascar		Antsirabe (sous-zone 1)	Alaoira, Morondava, Itasy, Antsirabe (sous-zone 2)
Kenya		Nyando, Bungoma, Nakuru North	

*Sources : enquêtes RuralStruc*

Les activités agricoles des ménages enquêtés sont essentiellement tournées vers la production de cultures alimentaires (entre 60% et 80% de la valeur de la production agricole selon les régions). L'élevage est également largement représenté

<sup>3</sup> Paradoxalement, la zone de Mekhé appartient à la partie la plus anciennement colonisée du Bassin arachidier, première zone arachidière affectée par la sécheresse et la baisse des revenus agricoles. L'ancienneté de la crise a permis d'assister à l'émergence de nouvelles stratégies d'adaptation à partir de la fin des années 1970.

<sup>4</sup> Nous considérons qu'un ménage est agricole lorsqu'il conduit des activités agricoles en propre (cultures annuelles ou pérennes, élevage, pêche, transformation « à la ferme » de produits, mais aussi chasse et cueillette).

mais avec un poids moindre, sauf cas spécifique comme la Casamance ou Antsirabe où les produits laitiers ont connu un développement significatif. La place des autres filières de production (productions agro-industrielles ou produits d'exportation traditionnels) est plus localisée et renvoie à la combinaison de facteurs historiques, agro-écologiques et institutionnels qui leur ont été favorables : tomate conserve dans le Haut Delta de la vallée du fleuve Sénégal, coton à Koutiala et en Casamance, canne à sucre à Morondava, Bungoma et Nyando, ou encore arachide au Sénégal.

Le niveau d'autoconsommation des cultures alimentaires est parfois très élevé, comme à Madagascar et au Mali, où entre 20 et 40% des ménages enquêtés ne vendent aucun produit agricole. L'autoconsommation caractérise les plus pauvres, avec une proportion de produits autoconsommés de 60% en moyenne, allant jusqu'à 80% de la valeur de la production dans les régions « marginalisées » du Mali. Le poids relatif de l'autoconsommation dans les revenus agricoles découle de plusieurs facteurs.

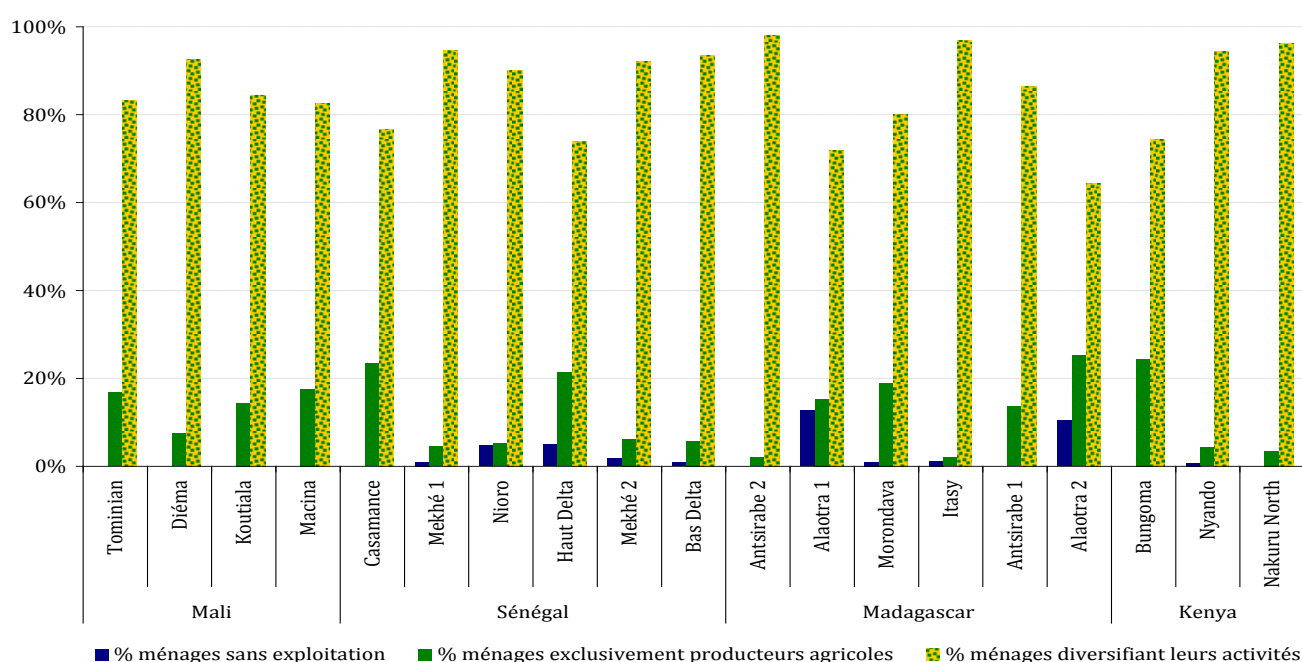
Il s'agit tout d'abord du niveau de revenu. Les ménages les plus pauvres, qui sont les plus vulnérables, essaient de réduire autant que possible leur insécurité alimentaire en garantissant leur auto-alimentation. C'est pourquoi l'autoconsommation diminue souvent parallèlement à l'accroissement du revenu, comme observé pour les quintiles les plus riches à Madagascar ou au Kenya, où l'autoconsommation représente entre 30 et 40% de la valeur du produit agricole. Un deuxième facteur explicatif renvoie évidemment à l'isolement de certaines zones, qu'il s'agisse d'un éloignement absolu des marchés urbains ou d'un éloignement relatif lié à l'absence ou la mauvaise qualité des infrastructures de transport; cette différence d'accès nous a d'ailleurs conduit à distinguer deux sous-zones à Antsirabe selon l'accessibilité des localités qui révèlent des taux d'autoconsommation très contrastés (70% dans un cas, 40% dans l'autre). Le troisième facteur enfin reflète l'existence d'autres productions agricoles non alimentaire ou de filières orientées spécifiquement vers l'exportation, la transformation agro-industrielle ou les marchés urbains, qui offrent des opportunités de revenus agricoles alternatives et contribuent à diminuer le risque alimentaire. Cette situation est illustrée par les cas de du coton, de la tomate ou du manioc au Mali et au Sénégal.

On notera cependant que, même si l'autoconsommation est généralisée, la déconnexion totale des marchés est beaucoup plus rare. Elle ne concerne que certains groupes de ménages vivant dans des situations d'isolement important. Toutefois, la commercialisation n'est pas systématiquement synonyme de moindre risque alimentaire, de diversification agricole plus forte, ou de revenus plus élevés : certains ménages, dans une situation de pauvreté extrême, sont contraints de vendre une part importante de leurs productions alimentaires lors de la récolte pour faire face à des besoins monétaires urgents.

### 5.3. Une diversification rurale embryonnaire, traduisant sous-emploi et manque d'alternatives hors de l'agriculture

Même si l'agriculture est partout au cœur des systèmes d'activités et de revenus, les ménages exclusivement agricoles constituent une exception rencontrée dans des régions agricoles à forte spécialisation (riz à Madagascar) ou à très faibles opportunités de diversification hors agriculture, comme le montre la Figure 5.

Figure 5 : Répartition des ménages selon le niveau de spécialisation agricole.



Dans les régions étudiées, la diversification des activités rurales hors de l'exploitation est loin d'être aussi « bouillonnante et prometteuse » que celle décrite dans la littérature (Barret and Reardon 2000 ; Bryceson 1999 et 2002 ; Ellis 1998 et 2000; Haggblade *et al.* 2005 et 2010, entre autres). Le tableau 6 présente les quatre grands types de revenu hors exploitation (salarial agricole et non agricole, activités indépendantes ou d'auto-emploi et transferts publics et privés), les régions d'enquête dans lesquelles chaque type de revenu arrive en première position et sa part du revenu total hors exploitation.

**Tableau 5 : Première source et contribution au revenu hors exploitation par région d'enquête**

Type d'activité	Région et contribution au revenu hors exploitation (en %)
Salariat agricole	aucune
Salariat non agricole	Bungoma (54%), Nyando (56%)
Activités indépendantes	Koutiala (63%), Macina (43%), Casamance (69%), Mekhé (69%), Nioro (77%), Delta (Haut=76%, Bas=58%), Antsirabe (sous-zone 2=67%, s-z1=62%), Morondava (50%), Alaotra (s-z1=52%, s-z2=57%), Itasy (53%), Nakuru (72%)
Transferts privés	Tominian (48%), Diéma (86%)
Transferts Publics	aucune

*Sources : RuralStruc*

*Le salariat agricole* est une activité fréquemment recensée dans les régions d'enquête mais jamais dominante. Pour les plus pauvres, c'est une activité qui permet de compléter les revenus de leur propre exploitation dans les interstices du calendrier agricole, quand la demande locale existe. Celle-ci est fonction de la différenciation des structures de production et de la présence d'exploitations plus grandes, parfois entrepreneuriales, ou à la présence de plantations agro-industrielles ayant recours à de la main-d'œuvre salariée. En conséquence, dans les zones étudiées, et de manière plus générale en ASS, le salariat agricole reste très limité, la majorité des exploitations étant de petite taille et ayant d'abord recours au travail familial, et les niveaux de rémunération sont faibles, voire très faibles : les salaires moyens varient d'environ 2\$PPA/jour à Madagascar à 8 \$PPA/jour au Sénégal, sachant que ces emplois sont le plus souvent occasionnels ou saisonniers. Le salariat agricole n'offre donc aujourd'hui qu'un complément de revenu pour les plus pauvres et peut difficilement être une option de sortie de la pauvreté en ASS.

*Le salariat non agricole* est également fréquent, mais son ampleur reste très limitée. Son existence est étroitement liée au niveau de développement socio-économique et aux conditions spécifiques du tissu économique régional (existence d'entreprises industrielles, PME d'artisanat ou de services). Du fait de leurs caractéristiques, les régions enquêtées offrent peu d'opportunités de ce type. Seules les régions de Bungoma et Nyando au Kenya affichent des taux de salariat non agricole significatifs (surtout dans l'agro-industrie locale). Dans chaque région, des emplois salariés liés aux services ou à l'administration (notamment éducation) sont recensés. Ils concernent alors un des membres du ménage.

*Les activités non agricoles indépendantes* sont généralisées. Elles correspondent le plus souvent aux activités d'artisanat, de petit commerce et de service, généralement de type informel. Elles engendrent des revenus relativement faibles et souvent occasionnels et aléatoires, dans les périodes calmes du calendrier agricole (*petits boulots* en saison sèche). Ces activités sont pratiquées à la fois par les plus pauvres dans une logique de survie et par les plus aisés qui cherchent à diversifier et compléter leurs revenus. Il est rare que les micro- ou petites entreprises rurales soient économiquement solides et procurent la composante principale des revenus des ménages enquêtés, à moins que ceux-ci ne disposent d'un capital important.

Alors que les transferts publics directs sont inexistants en ASS, *les transferts privés* sont le plus souvent liés aux migrations. Ils sont difficiles à estimer mais peuvent constituer une composante non négligeable des revenus des ménages enquêtés. Les résultats montrent qu'ils ne contribuent significativement aux revenus que dans une seule région de l'étude (40% à Diéma, Mali, contre 5% à 15% dans les régions du Sénégal). Deux principaux types de migrations sont identifiables. Les migrations les plus fréquentes sont conjoncturelles et de proximité (vers les villes, d'autres régions agricoles dans le pays ou dans les pays frontaliers). Elles sont mises en œuvre pendant les périodes de creux de l'activité agricole ou lorsque les greniers sont vides (elles réduisent alors les coûts alimentaires du ménage) et se traduisent par des revenus limités. L'autre type de migrations, de nature plus structurelle, correspond essentiellement aux migrations de longue distance, vers l'étranger ou les villes, qui sont souvent annonciatrices de transformations plus profondes et durables. Ces migrations structurelles permettant de générer des revenus conséquents demandent le plus souvent des moyens importants pour financer un départ et ce sont souvent les ménages les mieux lotis qui peuvent s'y engager en espérant recevoir des transferts en retour de leur investissement initial.

## VI. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Les résultats de l'analyse comparée de la situation des ménages ruraux dans quinze régions agricoles d'Afrique subsaharienne permettent, malgré les limites inhérentes à l'échantillon et aux configurations régionales étudiées, de tirer quelques leçons pour alimenter la réflexion sur les choix en matière de politiques de développement agricole et rural.

Tout d'abord, la pauvreté rurale est critique et l'analyse des structures et des niveaux de revenus des ménages ruraux montre une persistance très forte de la relation pauvreté-agriculture qui s'explique par la faiblesse de la productivité et de la valeur ajoutée locale. Les inégalités sont marquées avec, d'une part, des micro-exploitations *en situation de survie* pratiquant une agriculture de subsistance permettant souvent difficilement de subvenir aux besoins de la famille. Ces ménages s'efforcent de saisir toutes les opportunités qui se présentent pour obtenir des revenus complémentaires, généralement sous-rémunérés (salarial agricole et *petits boulots* dans le secteur informel). Il existe aussi, d'autre part, des ménages pluriactifs, combinant des revenus agricoles plus élevés et d'autres activités hors exploitation, grâce à une meilleure dotation en facteurs (financier, humain, social).

La faiblesse généralisée des revenus se traduit, pour la grande majorité des ménages, par l'absence de capacité d'autofinancement alors que les activités hors de l'exploitation sont contraintes par les caractéristiques structurelles des économies locales. Il ressort de ce constat que, pour répondre à l'ampleur des défis en matière de réduction de la pauvreté et de création d'emplois, des investissements massifs seront nécessaires pour améliorer la dotation en biens publics (infrastructures, irrigation, recherche, information, formation), favoriser et soutenir le développement des marchés incomplets (comme le crédit, le conseil ou l'assurance), diminuer les coûts de transaction grâce à la contractualisation et à l'action collective, et enfin réduire l'instabilité par des mécanismes de régulation de marché. Ces investissements impliqueront un effort massif des pouvoirs publics mais aussi une mobilisation de l'investissement privé, notamment au travers de partenariats adaptés.

Enfin, afin de favoriser l'amélioration des revenus, une attention particulière devra être apportée aux cultures alimentaires, dont on a vu qu'elles occupent une place majeure dans la structure des revenus. Cette option ne signifie pas que les productions vivrières soient à même de résoudre à elles seules le problème de la pauvreté rurale : le développement de productions à plus haute valeur ajoutée et la diversification des activités sont incontournables. Mais elle s'impose comme une première étape car les cultures alimentaires sont les plus inclusives et concernent le plus grand nombre ; leur développement renforce la sécurité alimentaire et la diminution du risque économique sans lesquels la diversification des activités agricoles et non agricoles est difficile ; elles offrent des possibilités de valeur ajoutée locale par la transformation ; et elles sont portées par des marchés nationaux, régionaux et mondiaux en forte croissance.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ba, C.O., B. Diagana, P.N. Dièye, I. Hathie and M. Niang, 2009. Changements structurels dans l'agriculture et le monde rural au Sénégal. Rapport final de la seconde phase du Programme RuralStruc. Dakar, IPAR – ASPRODEB, juin 2009, 193 p.
- Barrett, C. B. and T. Reardon, 2000. *Asset, Activity, and Income diversification Among African Agriculturalists: Some practical Issues*. New York, Cornell University, Ithaca, Dept of Agricultural, Resource and Managerial Economics.
- Berteliet P & A Lipchitz 2005. Quel rôle joue l'agriculture dans la croissance et le développement. Revue Tiers Monde. XLVI, n183, juillet-septembre 2005, pp. 603-625
- Bloom, D., D. Canning and J. Sevilla, 2001. *Economic Growth and the Demographic Transition*. Cambridge, National Bureau of Economic Research. Working paper No. 8665.
- Bocquier P., 1999. La transition urbaine est-elle achevée en Afrique Sub-saharienne ? La chronique du CEPED. Juillet-Septembre 1999, no 34
- Bryceson, D. F., 1999. African Rural Labour, Income Diversification and Livelihood Approaches: A long-term Development Perspective. The Netherlands, Afrika-Studiecentrum.
- Bryceson, D. F., 2002. "The Scramble in Africa: Reorienting Rural Livelihoods". *World Development*. 30 (5): 725-739.
- CSEAO/OCDE 2010 in Spore special issue, Population and Agriculture, August 2010. <http://spore.cta.int>
- Deaton A. & S. Zaldi, 2002, *Guidelines for Constructing Consumption Aggregates for Welfare Analysis*. LSMS. Working Paper, 135, World Bank, Washington, 104 p.
- Dercon, S. and P. Krishnan, 1998. *Changes in Poverty in Rural Ethiopia 1989-1995: Measurement, Robustness Tests and Decomposition*. Centre for the Study of African Economies - Katholieke Universiteit Leuven. Discussion Paper Series DPS 98.19.
- Ellis, F., 1998. "Household Strategies and Rural Livelihood Diversification". *The Journal of Development Studies*. 35 (1): 1-38.
- Ellis, F., 2000. Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries. Oxford University Press, Oxford.
- Faye J., C.O. Ba, P.N. Dieye, and M. Dansoko, with collaboration of D.K. Diagne and M. Niang, 2007. "*Implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal (1950 – 2006)*", Initiative Prospective agricole et rurale (I-PAR)/ Banque Mondiale/ Coopération Française/ ASPRODEB, mars 2007, 181p.
- Gamba P. and B. Kibaara, 2007. "RuralStruc Program. Structural implications of economic liberalization on agriculture and rural Development in Kenya. First phase: National synthesis", Ministry of Agriculture/ World Bank/ Tegemeo Institute, January 2007, 138p.
- Guengant J.P., May J.F., 2009, Proximate Determinants of Fertility in Sub-Saharan Africa and their Possible Use in Fertility Projection. United Nations Expert Group Meeting, Population Division, United Nations, New York, 2-4 December 2009.
- Guengant, J. P., 2007. "La démographie africaine entre convergence et divergence" in *L'Afrique face à ces défis démographiques*. Ferry B., eds. Karthala, CEPED, AFD. Paris: 27-121.
- Haggblade et al., 2010. The Rural Nonfarm Economy: Prospects for Growth and Poverty Reduction, in *World Development*, October 2010
- Haggblade, S., P. Hazell and T. Reardon, 2005. "The Rural Nonfarm Economy: Pathway Out of Poverty or Pathway In?" *Transforming the Rural Nonfarm Economy*. Peter Hazell and Thomas Reardon Steven Haggblade, eds. Johns Hopkins University Press. Baltimore: 151-178.
- Kessides C. 2005. The Urban Transition in Sub-Saharan Africa: Implications for Economic Growth and Poverty Reduction. World Bank. Africa Region Working Paper Series No. 97
- Kirimi L., Mathengue M., Olwande J., Gamba, P., S. Onyuma and J. Lagat, 2010. Structural Dimensions of Liberalisation in Agriculture and Rural development in Kenya. RuralStruc Phase II National Report for Kenya. Nakuru, Egerton University - Tegemeo Institute of Agricultural Policy and Development, February 2009, 225 p.
- Losch B., Fréguin-Gresh S. & E. White. 2010. Structural Dimensions of Globalization on Agriculture and Rural Development: Synthesis Report. RuralStruc program, Working paper, June 2010, World Bank, Washington DC
- Losch, B., 2008. La recherche d'une croissance agricole inclusive au cœur de la transition économique africaine. *Défis agricoles africains*. Paris : Karthala, 2008: 47-72.
- NEPAD 2003. Le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine. NEPAD African Union

- Mazoyer M, Roudart L, and IA Mayaki. 2008. Rapport sur le développement dans le monde, 2008, Banque mondiale. L'agriculture au service du développement Résumé et commentaires. Débats *in* Mondes en Développement Vol. 36-2008/3-n°143
- Pierre Bernard A., R. Ramboarison, L. Randrianarison, and L. Rondro-Harisoa, 2007. "Programme RuralStruc. Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural. Première phase : Synthèse nationale", EPP-PNDR/Banque Mondiale/Coopération Française/APB Consulting, Janvier 2007, 168 p.
- Rakotonarivo, A., Ramialison, Z.L., Martignac, C. and Gastineau B., 2008. Migrations internes et villes secondaires. Document Annexe du Rapport Principal RuralStruc Phase II. ICM - CIRAD - IRD, septembre 2008, 25p.
- Randrianarison, L., N. Andrianirina and R. Ramboarison, 2009. Dimensions structurelles de la Libéralisation pour l'agriculture et le développement rural. Phase II. Antananarivo, EPP/PADR - Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche/UPDR - APB Consulting, mars 2009, 233 p.
- Samake A., J.F. Bélières, B. Teme, O. Sanogo, M.S. Keita., A. Ahamadou, K. Nubukpo, E.H.O. Tall, and B.S. Coulibaly, 2007. "Programme RuralStruc. Première phase. Implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement Rural au Mali. Synthèse nationale", Banque Mondiale/ Coopération Française/ CEPIA – Mali, juillet 2007, 206 p.
- Samake, A., J.-F. Bélières, C. Corniaux, N. Dembele, V. Kelly, J. Marzin, O. Sanogo, J. Staatz and D. Gautier, 2008. Programme RURALSTRUC. Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural. Phase II - MALI. IER/MSU/ CIRAD, janvier 2009, (tome 1, 209 p. ; tome 2, 155 p.)
- Timmer, C. P., 2009. A World without Agriculture: The Structural Transformation in Historical Perspective, The American Enterprise Institute Press, Washington DC, 83p.
- UN (Nations Unies). 2008. World Population Prospects: The 2008 Revision. Volume III Analytical Report. New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs Population Division
- World Bank 2007a. Enjeux démographiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Le rôle de la Banque mondiale. Document de travail Santé, nutrition et population
- World Bank, 2007b. World Development Report 2008: Agriculture for Development. Washington DC, World Bank.